



**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX  
Hôtel de Sully - 62 Rue Saint-Antoine  
75186 PARIS CEDEX 04

**Direction de la communication**

**Veille des médias et réalisation de revues de presse**

**Marché n°25-110-138**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

**Marché passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application  
des articles L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la  
commande publique**

<b>ARTICLE 1.</b>	<b>CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ .....</b>	<b>2</b>
1.1	OBJET DU MARCHÉ .....	2
1.2	PROCEDURE DE PASSATION .....	2
1.3	FORME DU MARCHÉ .....	2
<b>ARTICLE 2.</b>	<b>DUREE DU MARCHÉ .....</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 3.</b>	<b>PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 4.</b>	<b>CORRESPONDANTS .....</b>	<b>2</b>
4.1	CORRESPONDANTS DU CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX .....	2
4.2	CORRESPONDANT DU TITULAIRE .....	2
<b>ARTICLE 5.</b>	<b>CARACTERE ET CONTENU DES PRIX .....</b>	<b>2</b>
5.1	CONDITIONS GENERALES DE L'OFFRE DE PRIX .....	2
5.2	FORME DES PRIX .....	3
5.3	CONTENU DES PRIX .....	3
5.4	REVISION DES PRIX .....	3
5.5	PART A BON DE COMMANDE .....	4
<b>ARTICLE 6.</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>4</b>
6.1	FACTURATION .....	4
6.2	PRODUCTION DES FACTURES .....	4
6.3	DELAI DE PAIEMENT .....	5
<b>ARTICLE 7.</b>	<b>DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
7.1	PRESTATIONS AU TITRE DE LA PART FORFAITAIRE .....	5
7.2	PRESTATIONS AU TITRE DE LA PART A COMMANDE .....	5
<b>ARTICLE 8.</b>	<b>ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 9.</b>	<b>OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>6</b>
9.1	OBLIGATION DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITE .....	6
9.2	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET RESPECT DU RGPD .....	6
<b>ARTICLE 10.</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 11.</b>	<b>CLAUDE DE REEXAMEN .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12.</b>	<b>MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 13.</b>	<b>SOUS TRAITANCE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 14.</b>	<b>ASSURANCE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 15.</b>	<b>CHANGEMENT DANS LA STRUCTURE DE LA SOCIETE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 16.</b>	<b>OBLIGATION DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 17.</b>	<b>RESILIATION ET CESSION DU MARCHÉ .....</b>	<b>9</b>
17.1	RESILIATION .....	9
17.2	CESSION DU MARCHÉ .....	10
<b>ARTICLE 18.</b>	<b>CLAUDE DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS .....</b>	<b>10</b>
18.1	QUESTIONNAIRE « EGALITE PROFESSIONNELLE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLE » .....	10
18.2	DISPOSITIF DE SIGNALEMENT ET D'ECOUTE MIS EN PLACE PAR LE CMN .....	10
18.3	COLLABORATION DU TITULAIRE EN CAS DE SIGNALEMENT .....	11
<b>ARTICLE 19.</b>	<b>LITIGE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 20.</b>	<b>DEROGATIONS .....</b>	<b>11</b>

## **Article 1. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ**

---

### **1.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet les prestations une prestation de surveillance des médias et réalisation d'une revue de presse quotidienne.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **1.2 Procédure de passation**

Le marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

### **1.3 Forme du marché**

Le marché un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Le marché est traité pour partie à prix forfaitaires et pour partie à prix unitaires (émission de bons de commandes) pour les prestations complémentaires.

## **Article 2. DUREE DU MARCHÉ**

---

La durée du marché est définie dans l'acte d'engagement propre au marché.

## **Article 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

---

Les pièces constitutives du marché sont indiquées dans l'acte d'engagement propre au marché.

## **Article 4. CORRESPONDANTS**

---

### **4.1 Correspondants du Centre des monuments nationaux**

Le correspondant du Centre des monuments nationaux, chargé de l'organisation et du contrôle de l'exécution des prestations, est la direction de la communication.

### **4.2 Correspondant du Titulaire**

Afin de faciliter l'exécution du présent marché et pour assurer un suivi de qualité, le Titulaire s'engage à communiquer au ... ou à son représentant les coordonnées précises d'un correspondant (nom, adresse, téléphone, fax, e-mail).

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché devra être communiqué dans les meilleurs délais.

## **Article 5. CARACTERE ET CONTENU DES PRIX**

---

### **5.1 Conditions générales de l'offre de prix**

Les prix du marché sont exprimés en euros et sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre (**mois M0**).

## **5.2 Forme des prix**

Le marché est mixte, traité pour partie :

- À prix forfaitaire :

Les prestations exécutées dans le cadre du présent marché sont rémunérées par l'application du prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement et détaillé dans la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

- À prix unitaire (part à commandes) :

La part à commandes susceptible d'être exécutée au cours du marché (par l'émission de bons de commande) sera traitée à prix unitaire, détaillé dans le Bordereau des prix unitaires (BPU).

## **5.3 Contenu des prix**

Le marché est conclu en euros hors taxes, les prix sont réputés comprendre l'ensemble des frais afférents à l'exécution des prestations, notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations et les marges bénéficiaires.

Les prestations nécessaires à la mise en place du dispositif, qui seront exécutées durant la période de préparation, sont réputées incluses et ventilées dans les prestations de la DPGF. Aucun versement mensuel ne sera effectué avant le démarrage effectif des prestations.

Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date d'exécution des prestations.

## **5.4 Révision des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont fermes à compter de la date de notification. Ils sont révisibles ensuite annuellement, à la demande du titulaire dans un délai de deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre selon la formule de révisions ci-dessous :

$$Pr = P0 \times [0,2 + 0,8 \left( \frac{Ir}{Io} \right)]$$

Où :

- Pr = prix révisé ;
- P0 = prix initial ;
- Ir, le dernier Indice « Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565192 » disponible à la date de révision sur le site internet de l'Insee ;
- La valeur Io est réputée avoir été établie sur la base du dernier indice « Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565192 » connu du mois de la date limite de réception de l'offre.

Le titulaire transmet, lors de sa demande de révision, la DPGF et le BPU révisés et les détails du calcul des prix révisés.

Les prix ainsi révisés restent fermes entre chaque révision.

## **5.5 Part à bon de commande**

Les prestations exécutées dans le cadre de la part à commande sont commandées au fur et à mesure des besoins au moyens de bons de commande établis - sur la base des prix unitaires applicables aux prestations identifiées dans le bordereau des prix unitaires (B.P.U.), sur production et acceptation par le représentant du pouvoir adjudicateur d'un devis, pour lequel il sera fait application des prix unitaires précisés dans le bordereau des prix unitaires (B.P.U.).

Chaque bon de commande comporte notamment les indications suivantes :

- La référence du marché concerné,
- La désignation des prestations à exécuter,
- Le délai d'exécution des prestations,
- Le montant total H.T. des prestations,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total T.T.C des prestations
- La date de livraison des livrables concernés.

Les bons de commande sont adressés au Titulaire par courrier simple ou par courrier électronique.

Les bons de commande peuvent être adressés à compter de la date de notification du marché jusqu'à son échéance.

Le montant total H.T de l'ensemble des prestations complémentaires ne comporte pas de montant minimum ni de montant maximum sur la durée totale du marché.

## **Article 6. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

---

### **6.1 Facturation**

Les prestations à prix global et forfaitaire sont réglées mensuellement à terme échu.

Pour la première période de facturation, le cas échéant, le montant forfaitaire mensuel est calculé au *pro rata temporis*, pour la période allant de la prise d'effet du marché à la date de fin de mois.

Au titre de la part à commandes, la facturation des prestations à prix unitaires sera établie sur la base du bon de commande émis par le CMN et service fait.

### **6.2 Production des factures**

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire devra transmettre ses factures sous la forme électronique via une plate-forme de facturation dénommée Chorus Portail Pro (CPP).

- SIRET : 18004601300017
- Service exécutant : Direction de la communication
- EJ : marché à prix mixtes, pour la part forfaitaire (voir numéro figurant dans le courrier de notification) / pour la part à commandes (voir numéro figurant dans le bon de commande).

Les factures sont établies en un original, au nom du Centre des monuments nationaux et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom, numéro d'identification individuel et adresse du Titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le monument
- La date et le numéro de la facture,
- Le descriptif des prestations exécutées,
- Le prix de chacune des prestations exécutées,
- Le montant total hors taxes des prestations,
- Le taux et le montant T.V.A.,
- Le montant total toutes taxes comprises des prestations effectuées,
- La période d'exécution des prestations.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable du Centre des monuments nationaux  
- Hôtel de Sully - 62 rue Saint-Antoine - 75186 PARIS CEDEX 04

### **6.3     Délai de paiement**

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires, mentionnés à l'article L.2192-13, applicable en cas de retard de paiement est égal au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires commencent à courir augmentés de huit (8) points de pourcentage.

Conformément à l'article D.2192-35 du code de la commande publique, en cas de retard de paiement des factures, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, est due au titulaire.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités. L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque facture concernée, elle est due par facture.

## **Article 7.     DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

---

### **7.1     Prestations au titre de la part forfaitaire**

La description des prestations prévues au titre de la part forfaitaire et leurs spécifications techniques sont indiquées à l'article « ETENDUE DES PRESTATIONS (Part forfaitaire) » du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **7.2     Prestations au titre de la part à commande**

Les prestations exécutées dans le cadre de la part à commande sont commandées au fur et à mesure de la survenue des besoins au moyen de bons de commande établis sur devis en fonction des prix unitaires mentionnés dans le BPU.

La description des prestations prévues au titre de la part à commande et leurs spécifications techniques sont indiquées à l'article « ETENDUE DES PRESTATIONS SUR COMMANDE (BPU) » du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **Article 8.     ADMISSION DES PRESTATIONS**

---

L'« admission » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut attestation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

**Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater que leurs exécutions répondent aux stipulations du marché.**

La constatation de l'exécution des prestations et les décisions proposées après vérification, sont assurées par l'administrateur du monument ou par son représentant, conformément aux dispositions des articles 27 à 33 du CCAG-FCS.

La mention attestant le service fait, qui sera joint à la facture et signée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur dûment habilité, vaudra décision de recevoir sans réserve les prestations.

## **Article 9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

### **9.1 Obligation de discrétion et de confidentialité**

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire est soumis à une obligation de confidentialité.

Le Titulaire s'engage à traiter de manière confidentielle toute information et tout document liés à l'exécution du présent accord-cadre et de ses marchés.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur la prestation et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable du Centre des monuments nationaux. L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à des fins de démonstration ou de promotion, sans l'accord préalable du Centre des monuments nationaux est interdite. Il demeure tenu par cet engagement après l'achèvement de ses prestations.

En cas de violation de ces obligations, le marché ou l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire.

### **9.2 Protection des données personnelles et respect du RGPD**

Le TITULAIRE s'engage à respecter les dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et notamment toutes les obligations découlant de l'article 28 dudit Règlement.

Par ailleurs, le TITULAIRE s'engage à faire respecter par ses personnels, préposés ou sous-traitants toutes les obligations résultant du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Le TITULAIRE s'engage à vérifier que ses sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de protection des données, notamment en termes de connaissances spécialisées, de fiabilité et de ressources pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, y compris en matière de sécurité du traitement.

De plus, le TITULAIRE s'engage à prendre et documenter les moyens de contrôle permettant d'assurer l'effectivité des garanties offertes par lui-même et ses sous-traitants en matière de protection des données.

Ces garanties incluent notamment :

- Le chiffrement des données selon leur sensibilité ou à défaut l'existence de procédures garantissant un accès restreint et sécurisé aux données qui lui sont confiées ;
- Le chiffrement des transmissions de données (ex. connexion de type HTTPS, VPN, etc.) ;
- Des garanties en matière de protection du réseau, de traçabilité (journaux, audits), de gestion des habilitations, d'authentification, etc.

Il est en outre rappelé que la réglementation sur la commande publique et notamment le CCAG imposent la signature d'un contrat de sous-traitance ainsi que sa communication, sur demande, au Pouvoir Adjudicateur. Ce contrat devra contenir, au titre des garanties exigées par le CMN :

- La confidentialité des données personnelles confiées ;
- Des contraintes minimales en matière d'authentification des utilisateurs ;
- Les conditions de restitution et/ou de destruction des données en fin du contrat ;
- Les règles de gestion et de notification des incidents.

Le TITULAIRE s'engage à respecter la plus stricte confidentialité sur les données personnelles qui lui seront transmises ou qu'il récoltera dans le cadre des présentes. Il n'autorisera l'accès à ces données qu'à un nombre limité de personnes qualifiées, sensibilisées et formées à la sécurité des données et ayant besoin des dites données. Il s'engage à faire respecter cette obligation par ses propres salariés ainsi que par ses propres sous-traitants.

Le TITULAIRE ne sera pas autorisé, pour le besoin des présentes, et notamment pour le stockage, même temporaire, de données, d'utiliser des stockages externes de type « cloud », sans avoir à minima obtenu des garanties corrélées à la localisation géographique effective des données.

Le TITULAIRE s'engage à faire remonter au CMN toute découverte de faille de sécurité ou d'incident de sécurité intervenant sur ses systèmes ou dans ceux de ses sous-traitants à qui il imposera la même contrainte et ce, dans les plus brefs délais lorsqu'il s'agit d'une violation de données à caractère personnel.

Le TITULAIRE s'engage à accepter la réalisation d'audit sur les méthodes et moyens de sécurité ainsi que sur les moyens de traitement et de stockage des données qui lui sont confiées et imposera cette même acceptation à ses propres sous-traitants.

## **Article 10. PENALITES**

---

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, ces pénalités peuvent également être appliquée :

N°	Manquement	Montant
1.	Pénalités en cas de retard de plus de 4h dans la transmission de la revue de la presse ou de non-transmission, sans mise en demeure préalable	<b>150,00 € HT par constat</b>
2.	Retard dans la récupération d'une retombée supérieur à la périodicité du support (24h pour la presse audiovisuelle nationale, une semaine pour la presse audiovisuelle locale)	<b>20,00 € HT par constat</b>
3.	Non-respect des consignes après 3 rappels	<b>150,00 € HT par constat</b>

Toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du représentant du CMN. Il est entendu que ces pénalités, ne sont appliquées que lorsque le Titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation.

Cependant il appartient au Titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

Ces pénalités sont cumulables.

## **Article 11. CLAUSE DE REEXAMEN**

---

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen a vocation à être mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur dès lors que les conditions d'exécution initiales du marché seraient amenées à évoluer ; tel serait notamment le cas :

- En cas de modification de la structure du marché,
- En cas de prestations non réalisables,
- Si le prix de certaines matières premières évolue de manière significative suite à un/des cas de force majeure (ex : pandémie, conflit...)
- En cas de modification de la DPGF,
- En cas d'ajout de ligne de prestation au BPU ;

Le Titulaire du contrat ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du Pouvoir adjudicateur.

Si les modifications ont une incidence financière sur le montant du marché (part forfaitaire), le Titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix. Il dispose à cet effet d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant les modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent.

La formulation de ces modifications par le Pouvoir adjudicateur donne lieu à l'établissement d'un avenant.

Lorsque les modifications susmentionnées sont à l'initiative du Pouvoir adjudicateur, elles sont prises sur simple décision et sont formalisées par un avenant. Le Titulaire ne peut s'y opposer.



## **Article 12. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

---

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le CMN pourra passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui sont confiées au titulaire du présent marché.

Si un nouveau marché devait être passé, la durée au sein de laquelle ce marché pourrait être conclu ne saurait dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **Article 13. SOUS TRAITANCE**

---

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu, du Centre de monuments nationaux, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le Titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Le Titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination des interventions des entreprises sous-traitantes agréées.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au Centre des monuments nationaux (ou lui adresse par lettre recommandée avec A.R.) l'Acte Spécial de sous-traitance.

L'acte d'engagement éventuellement complété par les annexes ou par les actes spéciaux, indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire et aux sous-traitants.

Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont identiques à celles du marché principal en particulier en ce qui concerne :

- Le mois d'établissement des prix,
- Les stipulations relatives aux délais, pénalités et retenues diverses.

## **Article 14. ASSURANCE**

---

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 15. CHANGEMENT DANS LA STRUCTURE DE LA SOCIETE**

---

Le titulaire doit obligatoirement notifier au Centre des monuments nationaux toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société.

L'établissement se réserve le droit de résilier, dans un délai d'un mois après cette notification, le présent marché sans être tenu au paiement d'une indemnité. Il en est de même de tout projet de fusion et d'absorption.

Cette clause étant une condition expresse, toute infraction pourra entraîner la résiliation immédiate du marché sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

## **Article 16. OBLIGATION DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE**

---

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), le titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code.

Lorsque le cocontractant est établi en France, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- D'une attestation de déclarations sociales et fiscales de moins de 6 mois
- Le cas échéant, un numéro unique d'identification délivré par l'Insee (numéro Siren) ou à défaut, un extrait K-bis de moins de 3 mois

Lorsque le cocontractant est établi à l'étranger, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- D'un document mentionnant son numéro individuel d'identification ou un document mentionnant son identité et son adresse ;
- D'un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

Le titulaire **transmettra tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci **au pouvoir adjudicateur les documents administratifs susmentionnés prouvant qu'il satisfait aux obligations du Code du Travail.**

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « RESILIATION ET CESSIION DU MARCHE » du présent CCAP.

## **Article 17. RESILIATION ET CESSIION DU MARCHE**

---

### **17.1 Résiliation**

En cas de non-respect des clauses du présent marché, celui-ci peut être résilié conformément aux dispositions du Chapitre 7, Articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de non-respect de ses obligations par le titulaire et notamment en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution de sa prestation constatée par l'administrateur ou son représentant, le CMN se réserve la possibilité de résilier le marché, après avoir mis en demeure le titulaire d'effectuer la prestation dans un délai de 15 jours, aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

Durant la période nécessaire au CMN pour notifier un nouveau marché, la prestation sera réalisée par un titulaire de son choix aux frais et risques du titulaire.

## **17.2 Cession du marché**

En application de l'article R.2194-6 2° du Code de la commande publique, le titulaire du marché pourra céder son marché à un tiers dans les conditions suivantes :

- Le nouveau titulaire du marché devra justifier auprès du pouvoir adjudicateur disposer de capacités professionnelles, techniques et financières lui permettant la reprise du marché,
- Le pouvoir adjudicateur devra préalablement donner son accord sur la cession du marché,
- La cession donnera lieu à la rédaction d'un avenant,
- Le nouveau titulaire du marché reprendra le marché à l'identique (prix, caractéristiques techniques, cahiers des charges, droits et obligations...).

## **Article 18. Clause diversité et égalité professionnelle et lutte contre les discriminations**

---

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

### **18.1 Questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »**

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

### **18.2 Dispositif de signalement et d'écoute mis en place par le CMN**

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché.

### **18.3 Collaboration du titulaire en cas de signalement**

Une collaboration pleine et entière du titulaire est attendue en cas de signalement dans le cadre du dispositif mis en place par le CMN, de plainte, d'enquête ou de sanction disciplinaire qui viseraient un de ses personnels dans le cadre de l'exécution du présent marché.

A ce titre, le CMN demandera au titulaire la mise en place de mesures conservatoires durant l'enquête administrative, et se réserve le droit de demander au titulaire, pour l'exécution du marché, la mise à l'écart temporaire ou définitive de l'agent concerné.

De la même manière, dans le cas où un personnel du titulaire serait lui-même à l'origine d'un signalement à l'encontre d'un agent du CMN, le CMN s'engage à mener les investigations adaptées à la situation, y compris une enquête administrative si nécessaire et à mettre en place les mesures conservatoires si celles-ci s'avèrent justifiées.

## **Article 19. LITIGE**

---

En cas de litige nés de l'exécution ou de l'interprétation du marché, les parties essaient de trouver une solution amiable.

En cas d'impossibilité de trouver un accord, les litiges seront soumis au juge administratif. Le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent.

## **Article 20. DEROGATIONS**

---

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG-FCS il n'est pas renseigné de liste récapitulative des articles auxquels le présent CCAP déroge.